



**Amitiés kurdes de Bretagne**  
Keneildedoù kurd Breizh - Komela Hevaltîya kurd û Bretona  
Brötanya Kürt dostluk derneği - Kurdish Friendships of Brittany

---

# DÉLÉGATION DES AMITIÉS KURDES DE BRETAGNE AU KURDISTAN

26 MARS / 1 AVRIL 2009

---



Hakkari - 29 mars 2009

**Amitiés kurdes de Bretagne - 30 square de Lettonie 35200 RENNES - Tel/fax 02 99 32 08 01  
akbdrk@orange.fr - www.amitieskurdesdebretagne.eu**

### SOUTENIR LES DROITS DU PEUPLE KURDE

- Comprendre les revendications du peuple kurde, qui réclame des droits culturels et politiques, en multipliant les contacts et les observations.
- Soutenir la démocratie locale en notant les atteintes aux droits humains les plus élémentaires, en prenant la défense des maires injustement poursuivis devant les tribunaux et en soutenant les initiatives en faveur des libertés culturelles et politiques.
- Soutenir les actions en faveur de la paix en participant à des projets de coopération à caractère économique et social.

### COMPOSITION DE LA DÉLÉGATION

Anne-Marie Borg, Sylvie Nordmann, Arlette Oster, François Legeait, Gael Le Ny, une traductrice et Ronan Al Louarn, responsable de la délégation.

Les textes en noir dans le document ci-après sont issus d'un travail mené par la délégation des Amitiés kurdes de Bretagne.

Les textes *en bleu italique* sont des citations issues des propos de nos interlocuteurs, ou, dans quelques cas, des mots en langue turque difficiles à traduire en français.

Les citations longues ou plus importantes de nos interlocuteurs

*se présentent sous cette forme.*

Les citations sont issues de dialogues avec nos différents interlocuteurs, ne sauraient refléter le point de vue des Amitiés kurdes de Bretagne et ne peuvent en aucun cas engager leur responsabilité.

Sauf mention différente, les droits photo appartiennent à Ronan Al Louarn. Tous droits réservés – reproduction interdite sans autorisation expresse des auteurs.

### LA SITUATION POLITIQUE

R., militant de la section de Van du DTP<sup>1</sup>, replace la situation dans son contexte historique :

*Depuis le traité de Lausanne de 1923 la Constitution nie l'existence des Kurdes. Les États européens ont une responsabilité originelle et continuent dans cette politique. Ayant été constamment exclus depuis la création de la République, les Kurdes ont créé un mouvement de libération, qui leur permet aujourd'hui d'être là et de mener leur lutte pour la démocratie. Pour la première fois ce mouvement de libération n'a pas été un feu de paille rapidement écrasé par la répression, mais un mouvement qui dure, qui s'est ancré dans la population, qui se renforce tous les jours.*

C. insiste sur le moment historique que constituent les élections municipales de 2009 :

*Il est question d'une existence du Kurdistan. Le conflit dure depuis 30 ans. Des milliers de villages ont été détruits, il y a eu des tortures et des massacres de masse, des milliers de détenus politiques sont en prison. L'affaire Ergenekon révèle maintenant l'existence de fosses communes remplies de cadavres brûlés à l'acide...*

### LA CONFRONTATION DTP - AKP

Pour R., l'AKP<sup>2</sup>, qui avait fait miroiter un règlement pacifique de la question kurde, n'a tenu aucune de ses promesses et continue de nier le peuple kurde. Les plus importantes opérations militaires ont été menées depuis que l'AKP est au pouvoir, la torture a été exportée dans la rue. L'AKP essaie de neutraliser les Kurdes sur le plan économique, culturel, politique et social avec l'aide active ou passive des USA et autres puissances.

Depuis la résistance du Zap<sup>3</sup>, l'État a perdu les éléments les plus efficaces de son armée. Toutes les initiatives politiques sont désormais prises par l'AKP. L'État, c'est l'AKP. L'AKP a mis en place, avec l'aide de l'État profond<sup>4</sup> et de certaines personnalités, des outils et une organisation très sophistiqués pour diviser et réprimer les Kurdes. Comme le rappelle C., rien n'a changé dans les relations entre l'État et les Kurdes. Erdoğan repousse la main tendue des députés du DTP, y compris au sens propre puisque les membres du gouvernement refusent de serrer la main de ces 21 députés lors des séances de l'Assemblée nationale. C. indique que le Premier ministre AKP Erdoğan s'est ainsi adressé aux Kurdes en parlant de la Turquie :



Propagande électorale en faveur de l'AKP - Van - 26 mars 2009

<sup>1</sup> Demokratik Toplum Partisi (Parti de la Société démocratique), membre associé du Parti socialiste européen et membre observateur de l'Internationale socialiste.

<sup>2</sup> Adalet ve Kalkınma Partisi (Parti pour la Justice et le Développement), parti islamiste-conservateur au pouvoir depuis 2002.

<sup>3</sup> En février 2008, l'armée turque a attaqué les positions du PKK au Kurdistan d'Irak, dans la vallée du Zap. Elle a dû se retirer au bout de quelques jours en ayant subi de lourdes pertes.

<sup>4</sup> Derin Devlet : nom courant du réseau informel et secret regroupant des hauts-gradés, les services secrets, les mouvements ultranationalistes, des mafieux... qui, depuis le dernier coup d'État, assume la réalité du pouvoir en Turquie, notamment au travers du Conseil national de Sécurité. C'est au sein de l'État profond que s'est formé le gang Ergenekon ayant planifié l'assassinat de nombreuses personnalités kurdes et un nouveau coup d'État militaire. La « contre-guérilla », organisée sur le modèle Gladio (stay-behind), est une des composantes de l'État profond, comme les JITEM (cf. note 14).

*Soit tu l'aimes, soit tu la quittes.*

Il s'agit donc de vivre avec l'État ou de quitter la Turquie *c'est-à-dire de vider le Kurdistan de ses habitants.*

Selon R., les Kurdes ont compris que l'État AKP n'avait pas respecté ses propres réformes et s'apprêtent à voter massivement DTP aux élections municipales pour exiger le changement.

Sentant le danger, le gouvernement AKP veut anéantir les efforts du DTP, le rendre invisible : des pressions sont commises sur les personnes, des caméras installées devant les bureaux du DTP, des coalitions sont systématiquement montées par toutes les autres forces politiques autour de l'AKP et contre le DTP *car elles savent que le DTP représente le peuple kurde*, l'État AKP bloque les financements pour les mairies DTP et n'en fait pas mystère, des pressions sont constamment effectuées sur les mairies, par exemple par des inspections constantes. L'AKP exerce un chantage permanent, *notamment en torturant Abdullah Öcalan : il s'agit d'un chantage exercé sur tous les Kurdes.*

R. précise que l'AKP utilise également la religion, partagée par les Kurdes et les Turcs, comme un instrument contre la culture et le peuple kurdes.

Enfin, en allant discuter de la question kurde avec les chefs des partis kurdes d'Irak<sup>5</sup> dans une optique de destruction du PKK, alors que l'interlocuteur devrait être Abdullah Öcalan, *l'AKP fait fi de la volonté du peuple kurde qui a désigné Abdullah Öcalan comme son représentant. Cependant les Kurdes ont prouvé pendant le Newroz<sup>6</sup> que leur volonté restait la même.* Pour C., l'AKP oublie que le PKK représente la réalité du peuple kurde *car les gens qui en font partie sont les enfants des habitants de Bostaniçi.*

Mais si d'un côté l'AKP exclut les Kurdes, de l'autre il crée une chaîne de télévision en kurde pendant la campagne. *Utiliser la langue et la culture kurdes en truquant l'actualité quotidienne est une approche très hypocrite et malhonnête mais aussi une preuve que les Kurdes ont fini par se faire entendre*, relève R.

C. rappelle que l'identité et la langue restent interdites sauf pour les autorités et les politiciens proches du gouvernement. La chaîne de télévision en kurde dépend totalement de l'État et a été créée sans consultation du peuple, des associations, des partis. Le DTP y est totalement opposé *car il s'agit avant tout de tromper les Kurdes.* Ce qui n'a que peu d'impact *car le peuple kurde est volontaire, difficile à déstabiliser* et que l'AKP, au même moment, fait condamner à des amendes des Kurdes pour avoir utilisé leur langue ! Ainsi le maire de Sur (Diyarbakir), Abdullah Demirbaş, a été démis de ses fonctions ainsi que le conseil municipal à cause de leur volonté de promouvoir le plurilinguisme.

R. conclut :

*Malgré le fait que nous subissons les pressions et que des membres du DTP aient été tués, emprisonnés, torturés, nous continuons et menons cette campagne électorale ; si on doit illustrer le prix payé : l'assassinat de Musa Anter, celui de Mehmet Sincar...*

## LE RÔLE DES EUROPÉENS

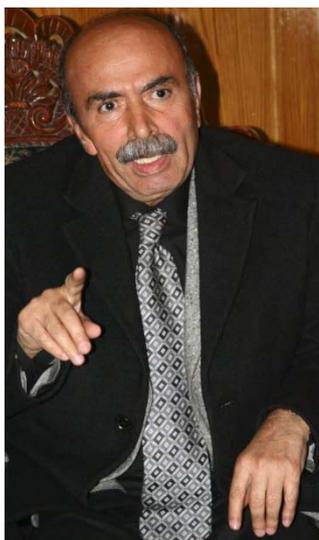
R. remercie les Européens de s'intéresser aux problèmes des Kurdes mais il nous demande de faire des efforts pour faire mieux connaître leur situation : *il faut faire des rapports tout le temps et pas seulement à la même saison à chaque fois (le Newroz), sinon cela a peu d'efficacité.* Si les membres du DTP sont très contents de nous voir, ils nous demandent encore plus : par exemple, les élus DTP veulent développer des projets comme les jumelages entre villes kurdes et européennes. *Nous voulons aller vers l'Europe.*

La population nous pose régulièrement les mêmes questions : *que fait l'Europe, que fait la France pour nous ? Pourquoi ne nous soutiennent-elles pas alors que nous luttons pour la démocratie ? Pourquoi l'Europe considère-t-elle que le PKK et une*

<sup>5</sup> Jalal Talabani, chef de l'UPK et Président de l'Irak, Mêsud Barzanî, chef du PDK et Président du Kurdistan autonome.

<sup>6</sup> Ainsi, à Hakkari, le Newroz 2009 a été exceptionnel : 80 000 personnes présentes (70 000 d'après la presse turque), venues de tous les villages alentour. Même les fonctionnaires y ont participé sous la banderole du syndicat KESK.

organisation terroriste ? Quel intérêt a l'Europe d'une alliance entre Turquie et Irak ? Pourquoi la vision que l'Europe a de Chypre est-elle différente de celle qu'elle a des Kurdes ?



Hamit Geylani, député de Hakkari

Hamit Geylani<sup>7</sup>, député de Hakkari, résume les attentes en souhaitant que

*les États européens manifestent la même sensibilité que les membres des ONG. Malheureusement ces personnes ont tout écrit dans les rapports mais les États restent sourds à ces témoignages.*

*Les Kurdes n'ont plus confiance qu'en eux-mêmes. Ils veulent obtenir la paix, la démocratie, la liberté. Les États européens ont sacrifié les Kurdes sur l'autel de leurs intérêts économiques et aidé les riches du Moyen-Orient, visibles et invisibles, qui s'opposent à l'existence des Kurdes. Récemment, on a su que ces États envisageaient de faire une conférence sur le Kurdistan, sans le PKK et sans le DTP. Si les USA, l'Europe et les États du Moyen-Orient croient résoudre le problème de cette façon, ils se mettent le doigt dans l'œil. La plupart des gens que vous voyez ont, comme 40 millions de Kurdes, vu leurs villages détruits par l'armée, ont été torturés, ont vu des gens de leur famille torturés et massacrés. Parmi ces personnes, au hasard, chacun a, forcément, soit été victime de destruction de village, soit de tortures, soit de perte d'un fils tué dans la guérilla.*

*La démocratie ne doit pas servir les intérêts économiques mais la société.*

*Aujourd'hui le monde comprend 7 milliards de personnes. Si le Vatican contient 850 habitants, pourquoi 40 millions de Kurdes n'ont-ils pas droit à un État ? Si seulement un représentant d'une autorité européenne avait été présent, nous aurions pu lui parler face-à-face, critiqué la politique de l'Union européenne... Mais nous sommes très contents de vous avoir parmi nous. Même si nous étions très peu, nous continuerions à assurer une politique pour la paix, la démocratie, la liberté, qu'elle soit un exemple pour le Moyen-Orient et le Monde.*

## LA RÉPRESSION

### LA VIOLENCE D'ÉTAT

Le 27 mars, nous avons recueilli le témoignage de P. Ses terres sont occupées depuis 15 ans par des protecteurs de village qui y ont bâti un hameau et il est en contentieux depuis cette époque pour les récupérer, titres de propriété à l'appui. Lui-même et sa famille sont victimes de pressions continues pour partir ainsi que d'intimidations pour ne pas voter : ils sont considérés par les protecteurs de village comme des terroristes. La famille P. est constamment sous observation (nous voyons les commandos postés des deux côtés de la vallée). P. avait construit dans les années 1990 un restaurant de l'autre côté de sa grange pour remplacer son activité agricole désormais impossible : les militaires l'ont détruit sous prétexte *qu'il donnait du pain aux gens de la montagne*. Il vit mal des ressources apportées par le second petit restaurant qu'il a fini par avoir le droit d'ouvrir alors que les terres fertiles qu'il possède et qu'il lui est interdit d'exploiter pourraient lui faire gagner 200 000 nouvelles liras turques par an, soit environ 100 000 €. *Même s'ils me tuent, cela m'est égal.*

Le 28 mars, nous avons recueilli deux autres témoignages à Yüksekova :

1. *Nous sommes venus à Yüksekova en 1993. Le 27 avril 1995 mon fils, qui était alors berger dans le village d'Arnutlu, a été visité par une famille de là-bas. Cette nuit-là il y a une opération et mon fils a été placé en garde à*



Yüksekova - 28 mars 2009

<sup>7</sup> 28 mars, meeting du DTP à Yüksekova.

vue. L'officier s'appelait Ali Osman Akan. La garde à vue a duré trois jours et mon fils a été torturé. Le troisième jour l'officier a demandé combien de militaires étaient des Kurdes. Il y en avait 17. L'officier leur a demandé de tirer sur mon fils. Mon fils a couru vers ces militaires pour se réfugier. L'officier l'a rattrapé et lui a tiré dessus, mon fils a reçu deux balles mais n'est pas mort. Les autres militaires lui ont tiré dessus 500 cartouches. Ils ont placé le corps sur une mine et l'on fait exploser. Des témoins peuvent tout raconter en détail. L'État turc ferme les yeux et les autorités prétendent que mon fils n'a pas été arrêté. Il faut que vous parliez de cette persécution en Europe, les États jouent un double jeu. Mon fils s'appelait Nezir Tekçe, il avait 24 ans, était marié sans enfant et avait fait son service militaire.

2. Je m'appelle Abdulkerim Vardar, j'ai 65 ans. Mon père a été tué par l'armée en 1993 dans une opération. J'ai porté plainte mais l'action a été perdue... finalement c'est moi qui ai écopé d'une amende, pas les assassins : le prix de la balle.

A Şemdinli, nous apprenons que, le soir du Newroz 2009, les enfants ont allumé un feu. La police est intervenue en lançant des pierres : un enfant a été blessé à l'œil (il a neuf ans) et les soldats l'ont ensuite tabassé. L'enfant a eu l'arcade sourcilière cassée et devait être opéré trois ou quatre jours plus tard à Van. Les militants du DTP nous montrent des images de la victime. A part cette agression policière dans un quartier, le Newroz s'est par ailleurs bien passé, comparé à celui de 2008.

## LES SUITES DE L'ATTENTAT DE ŞEMDINLI



Copie d'un plan retrouvé dans le véhicule des plastiqueurs de la librairie Umut - Şemdinli - 28 mars 2009

Le 28 mars, nous avons pu visiter la librairie Umut de Şemdinli, où a eu lieu un attentat fomenté par des membres des forces de sécurité le 9 novembre 2005<sup>8</sup>. La librairie a été restaurée : l'emplacement de la bombe a été conservé pour se souvenir. Au mur, les portraits des deux victimes et des photocopies des plans de l'opération retrouvés dans la voiture des plastiqueurs. Sur la liste des personnes à abattre également retrouvée dans la voiture figurent entre autres les noms de certains de nos interlocuteurs.

Le procureur de Van qui avait osé poursuivre les assassins et mettre en cause le général Büyükanit, n°2 de l'armée turque à l'époque, a été suspendu puis radié. Les poursuites ont été annulées. Büyükanit est devenu chef d'état-major de l'armée turque en 2006. Pire encore, le propriétaire de la librairie était jugé le 27 mars à Van, accusé par les plastiqueurs d'être responsable de l'attentat, ces derniers prétendant qu'ils étaient en train de le surveiller au moment des faits !

## LES CONTRÔLES

Un moyen de pression largement utilisé est le contrôle des voies de communication, en particulier routières. La délégation en a fait l'expérience quotidienne : le carrefour stratégique de Yeniköprü, embranchement de la route Van-Hakkari qui mène à Yüksekova, est ainsi infranchissable sans un contrôle tatillon des diverses forces de sécurité officielles et non officielles : *Jandarma*<sup>9</sup>, commandos (armée de terre), JITEM<sup>10</sup>, police...

Depuis quelques années, ce point de contrôle s'est « amélioré » : au contrôle artisanal des papiers a succédé une procédure de remplissage de formulaires pré-imprimés, comprenant les cases « nom du père » et « nom de la mère » dont l'absence sur nos passeports irrite fort nos surveillants. Malheureusement les différentes forces de sécurité qui occupent les quatre baraquements ne semblent pas vouloir communiquer



Hakkari - 29 mars 2009

<sup>8</sup> Voir annexe 1 : l'attentat de Şemdinli.

<sup>9</sup> Corps de l'armée de terre chargé de la sécurité en zone rurale et des frontières. Au Kurdistan, il s'agit d'unités de combat lourdement armées.

<sup>10</sup> *Jandarma İstihbarat ve Terörle Mücadele* (Service de renseignement et d'antiterrorisme de la *Jandarma*) : unité paramilitaire de contre-guérilla qui n'a pas d'existence officielle.

entre elles ; nous avons ainsi dû remplir chacun le même formulaire – seul le nombre de jours restant à passer en Turquie changeait :

- le 27 mars en allant vers Hakkari ;
- le 28 mars en revenant de Yüksekova et Şemdinli alors qu'à l'aller il avait suffi de montrer les papiers<sup>11</sup> ;
- le 29 mars cette fois en allant à Yüksekova mais pas en revenant ;
- le 31 mars en partant vers Van

c'est-à-dire à chacun de nos trajets !

Il y a bien sûr d'autres points de contrôle : plusieurs sur la route de Van à Hakkari, au pied de Hakkari, à la sortie de Yüksekova, à 20 km de Şemdinli, à l'entrée de cette ville...

## LES DÉPLOIEMENTS DE TROUPE



Route de Hakkari - 27 mars 2009

*Jandarma*, commandos, JITEM et police sont lourdement armés : tous ces corps possèdent ainsi des blindés à roues de transport de troupe BTR-80 ou Dragoon APC, des automitrailleuses et autos-blindées... positionnés tant le long des routes de montagne qu'aux carrefours en pleine ville dès la tombée de la nuit.

Les casernes entourant les villes ou situées aux embranchements importants servent de base de départ à des opérations de montagne. Entre le 28 et le 29 mars, la délégation a ainsi pu assister à des mouvements de troupe sur la route Şemdinli-Yeniköprü : le 28 sont partis de Şemdinli un canon automoteur, quatre camions, une automitrailleuse, une auto-blindée, un command-car, un blindé à roues. Tous ces véhicules repartaient le lendemain de Yeniköprü vers Şemdinli, cette fois-ci accompagnés de trois minibus remplis de protecteurs de village ou JITEM ainsi que de commandos ayant préparé leurs rations et paquetage sous nos yeux.

Quelques kilomètres à l'est de Yüksekova<sup>12</sup> se trouve une large route d'asphalte en très bon état, longue de 2 km. Il s'agit de la piste aérienne secrète de Beşbulak, construite dans les années 1980, juste après le coup d'État. Cette portion de route sert à faire atterrir secrètement les avions (chasseurs, chasseurs-bombardiers, cargo...). L'OTAN n'est théoriquement pas informée de son existence. Quand elle est utilisée, la route est bloquée à la sortie de Yüksekova.



Route de Şemdinli - 28 mars 2009

## LES PRISONNIERS POLITIQUES



Les membres de Tuyad-Der, association des familles de prisonniers, détaillent la situation des prisonniers politiques en Turquie et tout particulièrement à Van. Ils attendent des délégations étrangères un travail diplomatique de dénonciation des conditions de détention et de la politique carcérale de la Turquie.

Il existe une prison de type F à Van pour les hommes (elle a une capacité de 370 personnes, il y a actuellement 237 prisonniers politiques, les autres détenus étant des « droit commun »). Les femmes sont détenues dans une prison de type E à Bitlis (elles sont toutes prisonnières politiques). Il existe enfin une prison de type M pour les « droit commun » hommes et femmes.

Le but des prisons de type F est d'isoler la personne, de rendre difficile la communication avec les familles et l'entourage, de la mettre sous pression, de lui faire perdre son individualité de façon à ce qu'elle *se rende*. Dans le meilleur des cas, les prisonniers sont enfermés par 2 ou 3 mais il y a de nombreuses cellules individuelles.

<sup>11</sup> Visiblement des consignes de modération envers nous ont été données cette veille d'élections : notre guide ayant une fois emmené une autre délégation de Hakkari à Yüksekova, le trajet a duré de 8h à 15h. Une autre fois, il a duré de 9h à 17 heures, et, arrivés à Yüksekova, ils ont dû faire demi-tour !

<sup>12</sup> 37°32'44.65"N ; 44°20'8.85"E

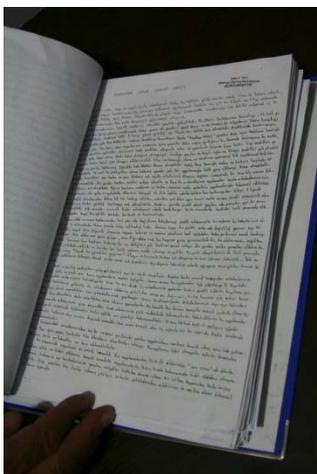
**La détention préventive** : même avant le passage en jugement les « politiques » sont enfermés dans des prisons de type F. Il faut attendre de 3 à 6 mois pour connaître le chef d'inculpation. La durée moyenne de l'instruction est d'environ 7 ans, parfois cela peut aller jusqu'à 10 ans. Normalement il n'y a pas d'internement sans procès selon la loi mais cela arrive car le système carcéral est *hors du droit* : il est très difficile de faire un recours, les instructions ministérielles étant contraires à la loi. Un des présents indique qu'ayant été arrêté en 1986, il a été détenu jusqu'en 1987 sans inculpation.

**Les peines** : les peines vont de 3 à 20 ans, voire perpétuité. L'âge minimum pour être prisonnier est de 17 ans.

**La visite** : le gardien fait une ronde dans le couloir. Le parloir a une vitre qui sépare le détenu de sa famille et un téléphone. Celui-ci est écouté pendant la visite et également enregistré. Si l'on parle en kurde, la communication est immédiatement coupée.

**La torture** : la torture a diminué depuis quelques années. Elle est désormais psychologique avant jugement, mais il reste des cas de torture physique. Cette diminution de la torture physique est due au comportement des prisonniers et au fait que les tortures sont systématiquement dénoncées aux ONG.

Les femmes détenues dans les prisons de type E ont dénoncé des viols et le fait qu'elles étaient observées par des gardiens hommes dans leur intimité et menacées. Ces derniers pratiquent les fouilles de cellule à minuit ou 3 heures du matin quand les prisonnières dénoncent par courrier ces conditions. Elles subissent également des peines disciplinaires, *par exemple pas de famille ni de communication pendant 6 mois à un an selon le contenu de la lettre.*



Lettre de détenu - Van - 26 mars 2009

Tuyad-Der a essayé de faire une campagne de presse, pendant la campagne des municipales, pour contester les conditions de détention de type F : torture psychologique, absence de soins, punition sans motivation par le placement en cellule individuelle.

L'association s'est notamment appuyée sur les lettres envoyées par les détenus.

---

*Si elles sont trop politiques, elles ne sortent pas mais certaines « passent » car dans la commission de vérification il y a des gens qui donnent de la valeur aux droits humains : ils tamponnent les lettres sans les lire.*

Tuyad-Der diffuse ces lettres dans la presse, en envoie copie au ministère et aux avocats défenseurs des droits humains. Mais chaque déclaration écrite est considérée comme une critique de l'État. Actuellement dans la prison de type F de Van 125 personnes subissent les peines disciplinaires de suppression de toute communication avec la famille, entre 6 mois et un an.

Trois personnes se sont par conséquent mises en grève de la faim fin février 2009. Les autres prisonniers les ont soutenues par groupe de 10 : 36 personnes ont ainsi fait la grève de la faim. Ces prisonniers ont eu une discussion avec le procureur de Van qui a promis de mettre fin aux pratiques les plus violentes et de changer le règlement de la prison. La grève de la fin s'est arrêtée vers le 20 mars mais nul ne sait si les pratiques vont continuer ou pas. Les prisonniers grévistes sont maigres, en hypo-tension, certains ne peuvent avaler que de la soupe. Des médecins les ont visités en prison mais les prisonniers doivent se débrouiller ensuite pour être soignés.

Le fait qu'ils ne soient pas en bonne santé sert la politique de l'État. La preuve en est que des grévistes ont été envoyés au mitard après la grève de la faim sur ces mots :

---

*seul ton cercueil sortira d'ici.*

Le problème principal en Turquie est que la personne, au lieu d'être condamnée après qu'on ait trouvé des preuves à charge, est présumée coupable jusqu'à ce qu'on ait trouvé des preuves contre elle. Les Kurdes sont tous des « délinquants » potentiels.

Les militants espèrent beaucoup de la candidature de la Turquie à l'Union européenne,

*sinon la Turquie isolée continuera cette politique vis-à-vis des prisonniers. Mais elle ne remplit pas les critères de Copenhague, par exemple sur la diversité linguistique ou les conditions de détention. Certaines associations civiles font des efforts mais pas le gouvernement. Les associations pourraient adhérer à l'Union européenne !*

## LES RÉFUGIÉS

Nous avons été reçus le 26 mars par les membres de l'association d'aide aux réfugiés Göç-Der de Van.

Le système d'aide aux réfugiés a changé : il y avait auparavant un siège national et des sections locales. Désormais Göç-Der est organisé depuis quelques mois en associations indépendantes dans les lieux où l'immigration est la plus importante. Göç-Der rédige des documents écrits (rapports comprenant les adresses des bénéficiaires) qui prouvent le versement de l'aide et qui peuvent être adressés par mails aux organismes donateurs. Göç-Der est financée grâce aux dons et cotisations des membres mais n'a que très peu de moyens : payer le loyer du local constitue ainsi un problème.

L'objectif de Göç-Der n'est normalement pas l'aide matérielle ou l'hébergement dans un bidonville de Van mais le soutien juridique pour les demandes d'indemnisation et de retour dans les villages. Le conseil d'administration de l'association comprend un avocat, les avocats de l'extérieur étant trop intéressés (les demandes d'indemnisation sont devenues un véritable business). Sur le plan juridique, ce que l'on peut gagner est pourtant dérisoire car les personnes déplacées défendues par Göç-Der sont considérées par l'État comme des membres de « l'organisation ».

Il est actuellement très difficile de retourner dans les villages car des régions entières doivent être déminées. L'État a des projets de retour mais ils sont inadaptés. Il donne aux populations des briques, du bois, du ciment mais aucune indemnisation ni animaux. Les gens habitent dans des tentes. Si les points de contrôle sont aujourd'hui allégés, les pressions continuent et la vie quotidienne des Kurdes reste très dure, par exemple l'été quand ils rentrent dans leurs familles : les gens ne peuvent pas se rendre sur les hauts plateaux...



Hakkari (en ville) - 29 mars 2009

Lors de quelques retours organisés jusqu'à maintenant, l'État a demandé aux gens d'être protecteurs de village. Pour bénéficier de l'aide, il faut de plus signer un document à la préfecture comme quoi c'est « l'organisation » qui est responsable de l'évacuation du village ainsi qu'un renoncement définitif au préjudice et donc à l'indemnisation. Les réfugiés refusent de signer ces documents dans leur immense majorité : certaines demandes sont pendantes depuis 1984. Göç-Der espère pouvoir les transférer à la Cour européenne des Droits de l'Homme car les réfugiés y sont sûrs de gagner même si l'armée a détruit les preuves de ces destructions dans les villages.

Par ailleurs les indemnités ne sont pas accordées aux « repris de justice » qui ont un casier judiciaire : il s'agit d'un moyen de chantage très efficace pour empêcher les victimes de protester après les opérations militaires et la destruction des élevages.

*Récemment, dans le village qui s'appelle Aktütün (Şemdinli), les protecteurs ont essayé d'évacuer la population pour « assurer la sécurité des habitants ».*

*À Dağlıca, on a essayé de forcer la population à partir. Il s'agit d'un village de la région de Yüksekova où il y a eu des combats récemment. Les villageois doivent quitter le village pour « raisons de sécurité ».*

*Dans la région de Şemdinli, il y a un village nommé Derik dans lequel les réfugiés étaient retournés trois mois auparavant : les militaires les ont mitraillés, il y a eu plusieurs blessés dont des enfants. Le préfet a déclaré que c'était « normal, ce genre de choses doit arriver ».*

*Autre exemple dans un village de Çukurca : il y a juste un protecteur de village qui est muhtar alors qu'il est seul ! Il est donc payé comme muhtar et comme protecteur par la sous-préfecture de Çukurca. Le sous-préfet étant membre de la commission d'indemnisation, cela lui permet d'indemniser des protecteurs de village...*

Göç-Der nous demande de les aider à mettre en place des projets professionnels, de faciliter la scolarisation des enfants qui travaillent et tombent dans la délinquance juvénile : la demande la plus importante, en matière d'éducation, est l'aide à la scolarisation des enfants qui ont des capacités mais sont trop pauvres.

Il y a par ailleurs beaucoup de dépressions chez les femmes car elles n'ont plus de vie sociale.

Enfin il existe à Van un important problème de prostitution des jeunes filles dans le quartier de Yalimerez. Göç-Der a travaillé à Yalimerez pendant un mois ; les autorités savaient à chaque réunion ce qui se passait mais ne font rien pour arrêter ces pratiques de prostitution. Ce phénomène est rattaché au comportement des autorités militaires : des commandos ont emmené des filles en prétendant leur faire faire le ménage dans les maisons. Ces jeunes filles, issues de familles de protecteurs de village, se prostituent ensuite et apportent l'argent aux familles. Le problème le plus grave est que les jeunes filles ou jeunes femmes mariées qui se prostituent servent de modèle aux petites sœurs et cousines,

*certaines évolutions ont été naturelles : elles ont toujours vécu avec des militaires, ont travaillé pour l'État, se prostituent...*

## LES ÉLECTIONS MUNICIPALES 2009

### LE CONTEXTE GÉNÉRAL AU KURDISTAN

Plusieurs élections se dérouleront le 29 mars :

- Élection au Conseil départemental (équivalent de notre Conseil général d'avant 1982, présidé par le Préfet)<sup>13</sup> ;
- Élection du Maire de la commune au scrutin uninominal majoritaire à un tour ;

Le cas échéant élection du Maire d'arrondissement (cas notamment pour les arrondissements de Van) selon les mêmes modalités ;

- Élection des membres du conseil municipal au scrutin de liste proportionnel à un tour ;

Le cas échéant élection du conseil municipal d'arrondissement (cas notamment pour les arrondissements de Van) selon les mêmes modalités ;

- Élection du *muhtar*, sorte de chef de quartier ou de zone rurale dont nous n'avons pas l'équivalent, au scrutin uninominal majoritaire à un tour.

Pour R., la préparation de ces élections montre à quel point la Turquie ne peut pas être qualifiée d'État de droit. Quelques exemples :

- le Haut Conseil électoral a annulé des candidatures DTP à Hakkari, Bingöl, Derik... Dans les instructions adressées au Haut Conseil électoral figurent des conditions non prévues par la loi : les décisions devenues de ce fait arbitraires ne permettent pas aux candidats DTP d'effectuer un recours contentieux par manque de temps.



Urnes (Lisesi Bloc B) - Hakkari - 29 mars 2009

<sup>13</sup> Ce conseil peut par exemple décider de la construction d'écoles, d'établissements divers...

2. Les candidats AKP reçoivent une aide de l'État alors que ceux du DTP font campagne uniquement grâce aux cotisations et dons.
3. L'AKP achète les voix depuis quelques semaines. Le Kurdistan étant très pauvre, l'État AKP, passant par les préfectures, distribue des aides aux habitants (meubles, aliments, électroménager...). Il s'agit d'un achat de voix déguisé en « *aides sociales* » car ces dernières sont soumises à une allégeance à l'AKP : les gens qui veulent en bénéficier doivent se rendre au siège de l'AKP ou à la préfecture avec une photocopie de leur carte d'identité qui permettra de leur rappeler le jour du vote ce qu'ils doivent et à quel parti ils le doivent. À Dersim, par exemple, l'AKP distribue des lave-linges et des réfrigérateurs alors qu'il n'y a pas d'eau courante ou d'électricité dans les maisons. L'ensemble de la presse, y compris progouvernementale, relate de nombreuses anecdotes à ce sujet. Commentaire de la population :

*Les lave-linges de l'AKP ne laveront pas sa saleté !*

4. Les candidats AKP continuent à se comporter non comme de futurs élus du peuple mais comme de futurs féodaux capables de régler les problèmes en dehors des règles communes, grâce à des interventions à caractère personnel et exceptionnel. Cependant, même dans les promesses pré-électorales, ce discours montre ses limites... Exemple avec cette anecdote :

*Les autorités (AKP) de Van vont dans un village pour la campagne électorale. Le chef déclare : l'État c'est moi ! Je peux tout régler. Une femme kurde répond :*

*« - J'ai un problème.*

*- Lequel ?*

*- Un de mes fils est en prison.*

*- Dis-moi où ton fils est emprisonné, je le ferai sortir.*

*- C'est Abdullah Öcalan ! »*

*La délégation de l'AKP repart en courant !*

Pour R., s'il n'y a pas de trucage électoral, le DTP a de très fortes chances de gagner, donc de faire progresser la démocratisation en Turquie. En l'espace d'un an, il y a eu une prise de conscience considérable dans la région kurde. Face à cette prise de conscience, la seule réponse attendue de l'AKP consiste à « remplacer » les urnes : il s'agit de la principale crainte du DTP à quelques jours du scrutin. Les militants DTP de Şemdinli le confirment en détaillant la procédure :

- a. le dépouillement se déroule dans le bureau de vote ;
- b. le procès-verbal est signé par le président du bureau de vote, il faut faire très attention aux informations qui y figurent ;
- c. ensuite les urnes sont transportées à la commission électorale.

Le vrai problème se situe au niveau des personnes chargées du dépouillement qui peuvent tricher sur les résultats si elles ne sont pas surveillées par des assesseurs correctement formés.

Le programme électoral du DTP est fortement axé sur la participation du peuple par l'intermédiaire de commissions et d'assemblées consultatives. C'est son projet de *décentralisation démocratique*, il n'y a pas de volonté de séparatisme.

*Jusqu'à aujourd'hui, quand on disait le mot « mairie », on pensait seulement aux routes, aux canalisations... Ceci doit changer : la mairie est un service public au service de la population. Elle doit travailler pour l'éducation, la santé, le sport, la culture, la création de coopératives économiques. Il s'agit de remédier à la disparition de l'agriculture et de l'élevage causée par la destruction des villages.*

*L'objectif est d'augmenter le domaine d'action de la mairie et de diminuer au maximum le pouvoir d'action de l'État. Grâce à ces mairies, le DTP pourra augmenter le niveau d'éducation de la population, en particulier en proposant des formations.*

*De cette façon, la population pourra prendre part à la démocratie participative.*

## LES ÉLECTIONS À VAN



Affiche électorale du DTP (Bekir Kaya) - Van - 26 mars 2009

Van, chef-lieu du département du même nom, est une ville comprenant des arrondissements, de 900 000 habitants pour le centre et 1 300 000 habitants pour sa totalité : beaucoup de ces habitants sont des réfugiés de Hakkari, Çukurca... qui ont plus de chances de trouver un travail dans la grande ville mais ils sont dépourvus de service public minimum dans leurs quartiers. Pendant cinq ans ils n'ont eu aucune aide. Exemple : l'eau potable à un très important taux d'arsenic.

R. indique qu'à Van l'AKP organise la même opération d'achats de voix que dans le reste du Kurdistan. Le responsable en est Hüseyin Çelik, Ministre de l'éducation nationale et

Le DTP a désigné comme candidat pour Van Bekir Kaya. Cette candidature a été décidée par une assemblée de délégués de la population : parmi trois lauréats, le siège central du parti a choisi Bekir Kaya.

## À BOSTANIÇI



Nezahat Ergüneş

Nezahat Ergüneş, candidate DTP pour Bostaniçi<sup>14</sup>, remercie la délégation pour sa venue<sup>15</sup> et pour sa sensibilité vis-à-vis de la question kurde.

Le DTP fait campagne avec ses propres moyens depuis trois mois, sans aucune couverture presse sauf celle fournie par Roj TV et le journal Azadî Awalat : il s'agit d'un travail intensif de dialogue avec les gens. Il faut savoir écouter leurs demandes. Même si les autorités ne parlent pas de la campagne, elles la suivent attentivement car il ne reste désormais que deux partis au Kurdistan : le DTP et l'AKP.

Nezahat Ergüneş estime très important que le DTP soit fortement présent lors des opérations de vote de façon à ce que l'AKP ne soit pas trop tenté de bourrer

les urnes. Il subsiste en effet de nombreux problèmes, en particulier à Bostaniçi :

1. **La carte d'identité** : pour s'inscrire sur les listes électorales, il faut une carte d'identité. Récemment l'État a décidé l'inscription d'un numéro sur les cartes d'identité. Des demandes d'inscription sur les listes électorales ont été rejetées car les personnes n'avaient pas de numéro sur leur vieille carte d'identité, ce qui arrive souvent dans les régions kurdes où il y a peu de rapports avec les autorités et où les lieux pour renouveler ses papiers sont distants. Finalement les

<sup>14</sup> Rencontrée le 26 mars dans les locaux du DTP lors d'un meeting.

<sup>15</sup> Une délégation italienne est également présente à Van.

autorités ont accepté de laisser les gens voter mais réclament un acte de naissance... document pratiquement impossible à avoir si la personne vient d'un village brûlé.

2. Les faux électeurs : il existe un réel danger d'utilisation de voix de personnes qui n'existent pas (ou plus) ou ne sont pas en âge de voter (les nourrissons...). Officiellement 6 millions d'électeurs supplémentaires sont inscrits en Turquie par rapport aux élections d'il y a quatre ans ! Aucune explication n'est donnée. A Bostaniçi, il y a ainsi 1 000 électeurs supplémentaires.

*La pratique consiste à aller dans les familles, à inscrire tous les membres, y compris les morts ou les bébés.*

3. Les achats de voix : comme ailleurs au Kurdistan, l'AKP distribue des aides matérielles pour gagner des voix. L'AKP a un local où il travaille avec les militaires et les protecteurs de village qui ne sont pas en relation avec le reste de la population.
4. Les pressions : des militaires, protecteurs de village et membres de l'AKP ont tiré des coups de feu dans un quartier de Bostaniçi (Esendere) sur des candidats du DTP le 6 mars. Deux ou trois militants, victimes de l'agression, ont été placés en garde à vue. Les armes des agresseurs ont été confisquées car ils n'avaient pas de permis... mais elles leur ont été rapidement rendues.

Dans le quartier de Yalmeraz, qui appartient à Bostaniçi, sévit le Ministre de l'Éducation nationale, candidat AKP à la mairie de Van : il a menacé les déplacés sans acte de propriété d'être expulsés s'ils votaient DTP.

*Les pressions ne peuvent pas nous détruire, nous allons gagner la démocratie et la paix.*

5. Le risque de trucage : le DTP a formé un maximum d'assesseurs en bureaux de vote. Mais la seule garantie qui existe en ce qui concerne les urnes est un document signé par le président du bureau de vote. Il s'agit d'un fonctionnaire nommé par l'État, donc proche du pouvoir. L'État a par exemple exclu de la liste des membres de KESK<sup>16</sup>.

*Notre population ne se laissera pas faire, nous ne laisserons pas bourrer les urnes, nous avons fait de la prévention, il y aura quatre assesseurs par urnes et des avocats vont nous aider. Nous avons la liste détaillée des électeurs. Les assesseurs vont protéger les urnes, ils ont des cellules de crise et utiliseront l'informatique et le téléphone. Les urnes ne partiront pas si la signature du président du bureau de vote n'a pas été apposée : à Bostaniçi il y a 28 urnes dans cinq écoles et 120 membres du DTP les surveilleront.*

Bostaniçi compte 8 500 électeurs pour 20 000 habitants (2 000 habitants en 1980<sup>17</sup>). Quand Gülcihan Şimşek a été élue il y a quatre ans, elle a gagné avec 1 825 voix sur 6 000 suffrages exprimés. Les autres partis politiques élus en 2005 au conseil municipal ont été l'AKP, un indépendant, le Parti jeune et le DTP. En 2009 sont candidats à Bostaniçi l'AKP, le DTP, le DSP<sup>18</sup>, le Saadet<sup>19</sup> et le MHP<sup>20</sup>.

Il peut arriver que le DTP soit minoritaire au conseil municipal alors que le maire élu avec le plus de voix est membre du même parti. En ce cas, soit les *partis de l'État* font une coalition contre le DTP, soit certains membres du conseil municipal rejoignent le DTP *quand ils sont kurdes*.

<sup>16</sup> KESK (Confédération des travailleurs de la fonction publique) est une confédération syndicale affiliée à la Confédération syndicale européenne. Le 28 mai 2009 la police turque a perquisitionné et fouillé le siège de KESK. Par la suite 35 syndicalistes ont été arrêtés dans différentes villes de Turquie (dont Van), parmi eux la secrétaire générale de KESK, Songül Morsümbül, ainsi que Gülçin İsbet, secrétaire générale du syndicat de l'éducation nationale Eğitim-Sen.

<sup>17</sup> Il s'agit essentiellement de déplacés de Hakkari, Bitlis, Sîrnak, Mus, Agri, Çatak (district de Van)...

<sup>18</sup> *Demokratik Sol Parti* (Parti démocratique de la gauche).

<sup>19</sup> *Saadet Partisi* (Parti de la félicité), islamiste.

<sup>20</sup> *Milliyetçi Hareket Partisi* (Parti d'action nationaliste), ultranationaliste.

### À ŞEMDINLI

Le 28 mars, des militants du DTP à Şemdinli nous font état des pressions subies de la part des autorités dans le contexte des élections :

*Hier, les militants du DTP ont été arrêtés au poste de contrôle. Les gens de l'AKP les ont agressés, il y a eu une bagarre. Les militants du DTP ont été placés en garde à vue au poste où ils avaient été contrôlés puis ont été relâchés.*

*Il y a 25 jours encore l'AKP n'avait pas de candidat. Le préfet, les policiers et des militaires ont cherché un candidat en disant « on va vous trouver des voix et de l'argent. »*

*Ils n'ont plus d'espoir pour les élections donc ils cherchent à mettre la pagaille. Même s'ils envoient des tricheurs, nous aurons la maîtrise des urnes.*

700 policiers et militaires à Şemdinli ne sont pas kurdes. Ils sont 780 avec les autres fonctionnaires (pour 5 000 électeurs inscrits). Les autorités essayent de les faire voter pour l'AKP.

*Or la mobilisation des Kurdes est très forte : ils savent que l'AKP est hypocrite, que sa politique sur la langue n'est pas franche, ils sont très déçus par l'AKP, ce qui place le DTP en position de force. L'AKP a fait des déclarations concernant la reconnaissance du problème kurde, rien n'a suivi.*

*En 2008 et 2009, l'AKP a promis de l'électroménager et des embauches dans les mairies qui sont déjà en faillite (l'AKP gère très mal les mairies, ici c'est le DTP qui a construit les routes).*

*Auparavant le poste de maire était une sorte de propriété. Il s'agissait d'un chef de tribu qui ne rendait service qu'à cette dernière. Les gens ne savaient pas que le maire devait rendre des services à tous les citoyens.*

### À HAKKARI



Réunion du DTP - Hakkari - 27 mars 2009

La délégation assiste à un meeting du DTP le 27 mars dans une salle bondée et une ambiance électrique. Que ce soit dans la rue ou dans la salle, nul ne semble douter de la victoire du DTP, y compris ses anciens adversaires... ainsi, arrivé sous les applaudissements et assis face à la délégation, l'ancien adjoint du président de l'AKP pour Hakkari et candidat sur la liste AKP, qui a démissionné de ce parti et rallié officiellement le DTP 30 minutes avant notre arrivée, entraînant tout son clan ! Présents aussi les candidats du DSP, qui ont reçu de l'argent du gouvernement pour leur campagne : ces candidats ont rejoint le DTP mais celui-ci a accepté qu'ils gardent leur local et leur argent. De nombreux membres du CHP<sup>21</sup> viennent également de rallier le DTP. Prélude à cette frénésie, le Newroz 2009 a été exceptionnel à Hakkari : il n'y avait personne dans les rues, même les fonctionnaires s'y sont rendus avec des pancartes de la confédération KESK.

Le candidat DTP à la mairie<sup>22</sup> est Fadil Bedirhanoğlu, désigné pour remplacer Selim Ertaş suite à son invalidation. Fadil Bedirhanoğlu n'est pas originaire de Hakkari même mais appartient au même pays (aire culturelle), le Botan.



Fadil Bedirhanoğlu

<sup>21</sup> Cumhuriyet Halk Partisi (Parti républicain du peuple).

Huit autres personnes sont candidates mais le seul vrai adversaire du DTP est l'ancien maire AKP, détesté par la population, notamment pour ses pratiques clientélistes et le déficit qu'il a causé à la Ville.

Le jour même des élections, le 29 mars, la délégation se rend au local du DTP à 7h30. Les candidats DTP arrivent peu à peu, dont Fadil Bedirhanoğlu ainsi que les représentants de l'IHD<sup>23</sup>. Deux groupes sont constitués : l'un (groupe 2) ira avec les membres de l'IHD à Çukurca car ces derniers craignent des problèmes au moment du vote, l'autre (groupe 1) restera à Hakkari pour faire la tournée des bureaux de vote en voiture.

Le premier bureau de vote visité (Hakkari Lisesi Bloc B) par le groupe 1 est presque vide, sauf un policier armé dans le hall alors que la loi interdit la présence des forces de sécurité à moins de 100 mètres des urnes. Nous observons les opérations de vote : il y a trois urnes correspondant aux trois élections (maire et conseiller municipal, conseil départemental, *muhtar*), des isolements en carton dans le fond de la salle de classe. Les opérations de vote se déroulent de la manière suivante :



Hakkari - 29 mars 2009

1. présentation de la convocation au vote et de la carte d'identité, prise d'un bulletin (maire + conseil municipal) et d'une enveloppe ainsi que d'un sceau encre pour imprimer une marque sur le bulletin en fonction du parti retenu ;
2. passage par l'isoloir ;
3. vote et émargement.

Mêmes opérations pour la deuxième élection (10 partis en lice pour le conseil départemental) ;

Mêmes opérations pour l'élection du *muhtar*, à l'exception de la prise du bulletin : celui-ci (ou ceux-ci s'il y a plusieurs candidats – jusqu'à quatre) est disposé en pile dans l'isoloir dédié.

Beaucoup de membres du DTP sont assesseurs.



Hakkari - 29 mars 2009

Au deuxième bureau de vote, tout semble se passer normalement. Fadil Bedirhanoğlu, arrive peu après nous. Beaucoup de slogans et d'applaudissements sont lancés dans les couloirs.

Au troisième bureau de vote, tout semble également se passer normalement.

Le quatrième bureau de vote (Seket Yali ilköğretim okulu) présente une situation plus délicate : nous y avons été appelés en urgence car des JITEM veulent entrer dans ce bureau qui est contigu à une de leurs casernes. À notre arrivée ils sont sortis et stationnent près du mur de l'école, à l'intérieur de la cour : trois hommes et une femme prenant des notes face au porche de l'école, un cinquième homme en couverture, toujours dans la cour de récréation. Une quinzaine d'habitants du quartier se tiennent sur le seuil de l'école, enchantés d'avoir pu empêcher les JITEM de rester dans le bâtiment. L'accueil par les électeurs est extrêmement chaleureux.



Fadil Bedirhanoğlu - Hakkari - 29 mars 2009

Au cinquième bureau de vote (Çetin Deniz ilköğretim okulu) nous constatons que les forces de l'ordre sont bien présentes sur les lieux : il y a deux voitures de la police officielle dans la cour ainsi que des policiers en uniforme et en civil. Les forces de l'ordre étant inscrites sur les listes électorales de ce secteur, elles considèrent qu'elles peuvent entrer dans les bureaux... et rester dans la cour.

Quand Fadil Bedirhanoğlu arrive à l'école pour visiter les bureaux de vote, l'ovation de la foule est

<sup>22</sup> Kazim Kurt, ancien premier adjoint, avait succédé à Mettin Tekçe comme maire de Hakkari en 2008. Mettin Tekçe est depuis réfugié en Suisse. Kazim Kurt a repris depuis le 29 mars 2009 son poste au conseil municipal. Fadil Bedirhanoğlu, professeur d'université, est membre du conseil d'administration du DTP.

<sup>23</sup> *İnsan Hakları Derneği* (association des Droits de l'Homme), affiliée à la FIDH.

immense.

## À YÜKSEKOVA

Le 29 mars vers 13h, alors que le groupe 1 s'apprête à visiter un sixième bureau de vote à Hakkari, il est informé qu'il y a des problèmes à Yüksekova et qu'il faut s'y rendre tout de suite. Nous partons en taxi quelques minutes plus tard.

En arrivant après 1h30 de route au local du DTP de Yüksekova, nous apprenons qu'il n'y a plus de problème ! Il a été réglé avant notre arrivée (il s'agissait apparemment d'une tentative de la police de s'installer dans un bureau de vote). Les membres du DTP proposent alors d'aller observer les opérations de vote dans un petit village (Köprücü), malheureusement la voiture totalement embourbée du responsable du DTP bloque le passage et nous ne pouvons finalement nous y rendre malgré les efforts des Kurdes pour ouvrir la route.

Le local de l'AKP, à la sortie de Yüksekova, fait grise mine : 4 ou 5 personnes y sont assises, sous la garde d'une dizaine de policiers et dans l'indifférence générale.

## À ÇUKURCA

Le groupe 2 se rend à Çukurca accompagné par un représentant turc de l'IHD. Les consignes sont très claires : suivre le délégué et observer sans poser de questions dans les bureaux.



Geçinli - 29 mars 2009 © F. Legeait

Nous passons dans une dizaine de bureaux de vote installés dans des écoles (un ou plusieurs par école selon la taille des villes) : Dereli, Üzümcü, Azağidereli, Taşbasi, Opğul Çimenli et le barrage Üzümcü, Çukurca... Dès l'entrée du délégué de l'IHD, l'équipe se lève aussitôt. Il pose des questions : *vous avez des problèmes, tout se passe bien ? Pas de pressions ?* Tous répondent qu'il n'y a aucun problème.

Devant une école au village de Geçinli, un tank et des militaires sont positionnés au mépris de la règle des 100 mètres...

*Ce n'est pas une menace, c'est pour notre sécurité !*

Le délégué nous rapporte que ce sont de jeunes scrutateurs sans expérience, qu'ils n'ont pas osé faire attendre les militaires qui venaient voter et les ont fait passer en priorité dans les bureaux de vote alors que de nombreuses femmes attendaient dans les couloirs depuis longtemps.

Dans un autre bureau de vote, nous voyons une jeune femme qui sort de l'isoloir, son bulletin à la main, et revient à la table où se trouvent les bulletins pour poser une question ou faire une remarque... elle retourne à l'isoloir accompagnée d'un homme.

Les militants de Çukurca nous font part d'un système de détournement potentiel des votes que nous ignorions : les militaires basés sur place sont inscrits sur les listes – ce qui est légal – mais une pratique consiste à gonfler ces listes de noms de militaires non basés dans le district, ces derniers produisant de faux documents prétendant le contraire. Le DTP a porté plainte.



Çukurca - 29 mars 2009  
© F. Legeait

## UNE VICTOIRE ÉLECTORALE MAJEURE



Local du DTP - Hakkari - 29 mars 2009

Le soir du 29 mars, nous nous rendons au local du DTP de Hakkari pour assister aux résultats. Tant la rue que l'immeuble et le local lui-même sont bondés, l'ambiance est électrique. Les résultats doivent être projetés par vidéoprojecteur sur l'immeuble en vis-à-vis. A chaque fois qu'une ville se maintient ou passe au DTP, les acclamations fusent. A l'annonce du résultat à Hakkari (environ 79%), la foule exulte, crie des slogans interdits, lance un feu d'artifice très artisanal et commence à se répandre dans les rues pour manifester sa joie à grands renforts de klaxons.

Jusque tard dans la nuit, la population manifeste à pied ou en cortège de voitures en brandissant des drapeaux du DTP et en criant *Biji Apo*<sup>24</sup>. Les forces de police sont curieusement absentes, à

part une voiture s'étant aventurée dans le quartier où nous dînons et qui est copieusement caillassée par les enfants surexcités.

Pour Hamit Geylani, député de Hakkari,

*Le comportement de l'État n'a pas tenu face à la résistance de la population. L'État a désormais abdiqué : il y a six mois nous avons dû aller de Şemdinli à Derecik, séparée de l'Irak par une simple rivière. Nous avons dû effectuer ces 70 km en marchant ! Cette fois-ci nous avons pu faire le trajet en 1h30 avec 300 voitures... On ne peut plus arrêter le peuple. Dans cette région pourtant habitée par des protecteurs, les votes en faveur du DTP ont pratiquement été de 100 % !*

Le DTP détenait 53 mairies en Turquie<sup>25</sup> depuis 2004. Le 29 mars, il a réussi à en remporter 46 supplémentaires, dont la ville de Van, deuxième agglomération du Kurdistan. De nombreux succès locaux ne paraissent pas acquis d'avance :

- Siirt, gagnée avec 49,23% des voix ;
- 4 communes du département jusque là imprenable de Bitlis – dont Tatvan ;
- Çukurca, gagnée avec 55% des voix ;
- Iğdir, gagnée avec 39,6% des voix ;
- Outre Van, 5 communes importantes de la province du même nom (en particulier Başkale), portant à 7 communes en 2009 contre une seule en 2004 le score du DTP.

De plus le DTP renforce considérablement ses positions dans les villes qui lui étaient acquises depuis 2004. Citons Diyarbakır où son score passe de 58,3 à 65%, les villes du département de Hakkari (qui a voté à 73% en faveur du DTP) : Esendere (98% contre 76,7%), Yüksekova (84% contre 64%), Hakkari (81% contre 61%), Şemdinli (58,5% contre 36%).

Sur l'ensemble de la Turquie, le nombre de voix obtenues par le DTP progresse de 44% : 1 640 165 voix en 2009 contre 1 136 679 en 2004. Il s'agit d'une victoire électorale sans précédent, malgré les pressions, les achats de voix, les invalidations de candidats.

Il est par ailleurs frappant de constater qu'au Kurdistan le régime des partis est désormais bipolaire, l'ensemble des électeurs favorables à l'État se regroupant sous la bannière de l'AKP pour contrer l'avancée du DTP. A Diyarbakır, l'AKP remporte ainsi 31,96% des suffrages. Le CHP ne remporte plus que 0,6% des voix, tandis que le parti néo-fasciste MHP, considéré comme parti de l'armée, ne recueille que 0,28% des suffrages ! Sur le plan de l'État turc, le CHP est pourtant second parti derrière l'AKP avec 24,74% et le MHP troisième



Hakkari - 29 mars 2009

<sup>24</sup> *Vive « Apo »* (« Oncle », surnom affectueux donné à Abdullah Öcalan).

<sup>25</sup> Voir les résultats complets en annexe 2.

avec 16,5%.

Ce succès majeur aux élections municipales ne doit néanmoins pas masquer un autre succès du DTP : son excellent résultat aux élections des « conseils départementaux ». Certes, ces conseils présidés par le *vali* (préfet) n'ont que très peu de pouvoirs mais cette élection permet de mesurer le degré d'adhésion de la population au DTP. Les listes pour chacun des 81 départements sont par ailleurs plus aisées à mettre en place, y compris dans les zones où la pression islamiste et/ou kémaliste est trop forte pour que des candidatures aux élections municipales puissent émerger.

Le DTP est ainsi passé de 1 662 280 voix en 2004 à 2 276 471 en 2009 pour l'ensemble du territoire turc, gagnant une centaine de sièges (soit 232 contre 129). Au Kurdistan, le DTP, premier parti en 2004 dans 6 départements mais n'ayant la majorité que dans 3, est désormais premier parti dans 11 départements et majoritaire dans 9 d'entre eux ! Là encore le record est détenu par le département de Hakkari qui a élu 15 « conseillers généraux » DTP sur les 16 qui siègent au conseil.

Ces résultats fondent de grands espoirs pour les prochaines législatives : s'il n'y avait pas le barrage de 10% au niveau national<sup>26</sup>, le DTP passerait de 21 à 50 députés.

L'ampleur de cette victoire et de la défaite morale de l'État turc ce 29 mars 2009 peut être très bien résumée par le dialogue suivant avec un sous-officier au contrôle de Yeniköprü, alors que nous nous rendions à Yüksekova :

*Le sergent : « Vous savez, c'est un très mauvais jour pour la Turquie aujourd'hui.*

*- Pourquoi donc ? Nous étions à Hakkari il y a quelques minutes et tout se passait très bien. Les gens votaient dans le calme.*

*- Oui, c'est vrai... « ils » ont des élections aujourd'hui. »*



Hakkari - 29 mars 2009 © F. Legeait

## LA COOPÉRATION AVEC HAKKARI

### LA VILLE DE HAKKARI : CENTRE DE SANTÉ ET D'ÉDUCATION POUR LES FEMMES

Le 30 mars 2009, la délégation rencontre officiellement la nouvelle municipalité de Hakkari pour lui faire part du souhait des Amitiés kurdes de Bretagne de faire avancer le projet de centre de santé et d'éducation. Sont notamment présents à la réunion Fadil Bedirhanoglu, nouveau maire de Hakkari, Kazim Kurt, maire lors de la précédente mandature, Hamit Geylani, député de Hakkari.

Le projet de Centre de Santé et d'Éducation pour les femmes à Hakkari est destiné à répondre en priorité à leurs besoins de base, particulièrement pour celles qui se sont trouvées dans l'obligation de fuir leur village. Le projet prévoit, en matière sanitaire, des services d'information, de prévention et de soins dans les domaines de l'hygiène, du planning familial, de la grossesse, de la puériculture. Les activités dans le domaine de la santé sont étroitement articulées à des fonctions éducatives, d'enseignement et de formations préparatoires soit à l'accession à l'université soit à l'acquisition d'un métier manuel.

<sup>26</sup> Cette règle - mise en place explicitement contre les Kurdes - interdit à un parti qui n'a pas obtenu 10% des suffrages au niveau de l'État turc de voir désignés comme députés ses candidats pourtant largement élus sur leur circonscription. Le DTP a contourné partiellement cette règle lors des dernières législatives en présentant des candidats « indépendants ».

Actuellement, le projet est bloqué par le refus, imposé par les autorités turques aux municipalités, de recevoir des aides ou des dons provenant de l'étranger.



Hakkari - 29 mars 2009

En 2008, AKB avait rencontré une délégation de la ville de Hakkari lors de son séjour à Diyarbakır. Un point détaillé avait été fait sur les raisons du blocage et sur les efforts déployés tant par les parties bretonne que kurde pour parvenir à faire revenir les autorités turques sur le refus d'autoriser, tant la ville de Hakkari que le GABB<sup>27</sup>, à recevoir des fonds venant de l'étranger. Il avait été notamment relaté les démarches faites par le GABB auprès du Conseil de l'Europe (Congrès des Pouvoirs locaux et régionaux) :

---

*Une délégation de 10 personnes conduite par M. Knaff, envoyée en Turquie, a produit un rapport adressée au Conseil de l'Europe qui a pris une décision en huit articles et la résolution n°229 qui a été présentée à l'assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe. Les huit articles enjoignaient la Turquie de cesser ses pressions sur les collectivités locales et à respecter leurs décisions. Une autre délégation est venue du 25 au 27 février dernier pour s'enquérir de la situation. Osman Baydemir lui a présenté les obstacles et évolutions des pouvoirs locaux.*

Des démarches ont été faites par AKB en direction de l'ambassade de Turquie et une audience a été sollicitée et obtenue auprès de la Présidence de la Chambre des Régions du Congrès des Pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe.

La situation est toujours bloquée :

*Le ministre de la Justice a dit qu'aucun maire autre qu'issu de l'AKP n'aurait le droit à des subventions pour des projets.*

*On vous a reproché d'aider une organisation terroriste : or il n'y a pas de notion internationale du terrorisme et la structure à laquelle vous avait voulu transférer l'argent est une collectivité locale de la république turque.*

*Apparemment votre projet a commencé avant juillet 2007. Depuis juillet 2007, le DTP est représenté au sein de l'Assemblée nationale avec 21 sièges. Il faut que vous répondiez de façon nette et stricte à l'accusation : le DTP a 21 sièges à l'Assemblée nationale et 57 (désormais 99) mairies.*

*Par ailleurs, du fait de la position stratégique de Hakkari et de la guerre, il est important que vous ayez choisi Hakkari. Hakkari est la région la plus victime de la guerre. C'est la région qui a connu le plus de migrations et dans laquelle sont arrivés le plus grand nombre de personnes déplacées. 90% des villages de Hakkari ont été brûlés et la population forcée à partir. Toute cette population a afflué à Hakkari où l'infrastructure, datant d'il y a 25 ans, est insuffisante. L'État et les partis du système étatique portent un regard négatif sur cette ville. Bien que la région soit une région de tremblements de terre, l'État ne fournit aucune aide. En résumé, les maires ont les mains et les bras liés à cause de l'État ; la population en pâtit.*

*Nous apprécions que vous soyez venus ici. Mais nous souhaitons que cette visite ici ne se transforme pas en nostalgie. Nous vous demandons d'exprimer tout cela dans votre pays est d'avoir une réponse à notre demande.*

La délégation remet au Maire le dossier du centre de santé en lui demandant d'examiner l'opportunité de relancer le projet et de nous en informer au plus vite le cas échéant.

---

<sup>27</sup> Güneydoğu Anadolu Bölgesi Belediyeler Birliği (Association des municipalités du sud-est anatolien).

## L'ATELIER DE TISSAGE DE KILIMS RENGIN



Rengin - Hakkari - 30 mars 2009

Outre qu'il permet de préserver un savoir-faire ancestral, cet atelier a procuré environ 1 800 jours de travail en 2007 aux tisseuses employées sur place ou travaillant à domicile. Ceci n'est pas négligeable dans une région où environ 70% de la population est sans emploi. Les ressources procurées par l'atelier sont souvent le seul revenu disponible pour des familles qui peuvent compter une dizaine de personnes ou plus. L'atelier a actuellement beaucoup moins de commande du fait de la crise qui

touche à la fois les clients locaux et les publics européens. Malgré cela les responsables essaient de garder tout le personnel, quitte à emprunter à la banque pour payer les salaires.

L'objectif de Rengin est triple : économique, social et éducationnel. Rengin vise à la réinsertion des femmes victimes collatérales ou directes de la guerre, en s'appuyant sur la conservation et la promotion de leur culture.

Les kilims de laine tissée, de grande qualité, sont réalisés avec des produits naturels comme la laine teintée uniquement avec des plantes de la région. Si les motifs sont traditionnels, leurs agencements racontent l'histoire et les souffrances de chaque tisseuse.

Outre qu'il permet de préserver un



Rengin - Hakkari - 30 mars 2009

## LES ATTENTES DE LA VILLE DE ŞEMDINLI

Le 28 mars 2009 nous nous rendons à Şemdinli.

**L'éducation :** *il y a des écoles primaires, un collège et un lycée mais la qualité de l'école n'est pas bonne : les professeurs sont stagiaires et l'État ne donne pas beaucoup de moyens. Il y a beaucoup d'écoles en internat pour détruire la langue kurde et assimiler les enfants qui sont absents de leur famille pendant plusieurs mois. C'est un échec car, à l'université, les enfants retrouvent leur identité et rentrent dans les partis kurdes.*

*Le seul parc pour enfants, qui appartenait à la préfecture, a été vendu par cette dernière pour être remplacé par un immeuble de cinq étages : il s'agit d'une école religieuse. Or les plus dangereuses des écoles sont celles des confréries religieuses : elles cherchent à éloigner le Kurdistan de la politique et de l'identité ; elles favorisent un conflit entre les Kurdes et les religieux ; elles veulent un retour à l'époque du Hizbullah. Alors que la mairie de Şemdinli veut interdire ces écoles religieuses, la préfecture fait écran. Une mairie n'a pas le droit de contrôler l'enseignement.*

**La santé :** *il y a un hôpital. Les médecins de l'hôpital relèvent d'un service obligatoire qui dure deux ans. Les professionnels cherchent à se faire muter au plus vite. Les conditions de vie sont difficiles, de plus il y a le conflit ainsi que les bas salaires. Beaucoup d'étudiants de Şemdinli sont devenus avocats pour défendre le peuple mais la ville manque cruellement de médecins et d'associations civiles. Şemdinli a créé un centre de formation pour les femmes, recevant au maximum 600 personnes. Des financements avaient été obtenus pour huit mois (la mairie de Diyarbakır a donné 60 000 €, 10 % ayant été apportés par la mairie de Şemdinli grâce à un emprunt à la banque des départements), mais ces financements se sont arrêtés, ce qui a conduit à stopper les formations. Aujourd'hui ce local est juste un lieu de rassemblement pour les femmes. Elles ont besoin de*

*financements supplémentaires pour reprendre les cours, il faudrait compter environ 30 000 € (un an de fonctionnement de ce centre pour les femmes coûte au minimum 20 000 €).*

**Les services publics :** *auparavant il n'y avait aucun service public. Depuis que les Kurdes luttent, l'État s'est senti obligé d'en mettre en place... mais il s'agit d'abord d'une réponse aux besoins des militaires et des fonctionnaires :*

- a) l'armée a besoin d'infrastructures pour ses opérations : elle a construit une route en asphalte ;*
- b) l'école maternelle a été construite à l'origine pour les enfants des soldats.*

*Les fonctionnaires respectueux des Droits de l'Homme sont vite mutés.*

*La ville de Şemdinli a pu toucher des fonds de l'Union européenne pour ses projets (il s'agit d'un projet pour les femmes et d'un projet pour l'eau) mais l'État continue à poser des obstacles.*

**Les tribus :** *il existe trois grandes tribus. Tout le monde appartient nécessairement à une tribu. Elles sont néanmoins affaiblies grâce au mouvement kurde ; elles n'ont désormais plus d'influence sur la population. Les ağa sont les chefs de ces tribus. Le chef de tribu marginalisée devient protecteur de village, ainsi l'État peut continuer à alimenter le système tribal. Les candidats de l'AKP sont des chefs de tribu ou leurs enfants ; 95 % des protecteurs de villages ont des liens avec les tribus.*

*Les ağa sont polygames, de même que certains citoyens. La politique du DTP est résolument opposée à la polygamie. Il est interdit pour les personnes polygames de rentrer dans le parti depuis 2003.*

**La religion :** *les habitants de Şemdinli sont sunnites. Jusqu'en 1915 il y avait des Nestoriens<sup>28</sup> qui ont fui ou été tués au moment des persécutions. Il reste des églises, mais la mairie n'a pas trouvé de fonds pour leur restauration.*

**Les opérations :** *Şemdinli est située sur la frontière avec l'Iran et l'Irak et la plupart du temps les opérations transfrontalières passent par ici. Il y a de plus des opérations communes avec les Iraniens. Les campements des gens de la montagne sont près d'ici.*

Les communes sont compétentes en matière de patrimoine et d'environnement et l'État pourrait laisser la Ville monter des opérations en collaboration avec des collectivités européennes. Il pourrait s'agir notamment de restaurer les monuments anciens et de construire des infrastructures comme des parcs pour les enfants ou des espaces verts.

Şemdinli souhaite ainsi construire un parc en plein cœur de la ville, le long d'un torrent. Le terrain en rive gauche appartient déjà à la ville, ceux qui sont situés en rive droite devraient être achetés à leurs propriétaires qui en demandent une très forte somme (70 000 €). Un homme d'affaires est par contre d'accord pour réaliser gracieusement les travaux de construction du parc une fois les terrains achetés.

Şemdinli souhaite également restaurer une ancienne église nestorienne (XII<sup>ème</sup> siècle) située dans la montagne à quelques kilomètres. La participation des communautés assyro-chaldéennes en exil à ce projet pourrait être opportune.



*Projet de parc - Şemdinli - 28 mars 2009*

D'une manière générale, la délégation insiste sur la nécessité d'avoir des dossiers, indispensables à toute sollicitation d'autorités publiques, associatives ou privées.

<sup>28</sup> L'Église assyrienne ou nestorienne orthodoxe (une des deux branches du christianisme assyro-chaldéen avec l'Église chaldéenne unie à Rome) avait pour bastion la région de Hakkari et a vu une grande partie de ses membres assassinés lors des grands massacres qui ont eu lieu lors de la Première Guerre mondiale. A l'instar des Arméniens, les Assyro-Chaldéens ont été victimes d'un génocide planifié par le sultanat ottoman.

Pour soutenir Şemdinli en ce qui concerne le parc où l'église, les Européens doivent impérativement passer par le biais de la *fraternité internationale* (jumelages). C'est obligatoire en Turquie. Le jumelage doit de plus être conclu avec une ville européenne de taille équivalente, soit environ 15 000 habitants.

## REMERCIEMENTS ET CONCLUSION

La délégation des Amitiés kurdes de Bretagne remercie chaleureusement toutes celles et tous ceux qui l'ont aidée à accomplir sa mission et leur fait part de ses amitiés les plus vives. Certains d'entre eux ont pris des risques en témoignant, en dialoguant, en la guidant. Pour leur propre sécurité, il n'est pas possible de citer leurs noms mais ils sauront se reconnaître dans ces propos.

---

La délégation des Amitiés kurdes de Bretagne a pu assister sur place à la victoire électorale massive du DTP, fruit d'un travail de terrain, d'une abnégation militante, malgré les pressions, la répression, la corruption.

Ce succès est le signe d'une nouvelle étape dans l'histoire de la lutte des Kurdes pour obtenir des droits qui paraissent évidents en Europe mais relèvent toujours, dans la Turquie de 2009, de l'impossible.

L'ampleur de cette victoire peut aussi se mesurer à l'aune de la répression qui s'est abattue, quelques jours après le départ de la délégation et jusqu'à maintenant, sur les élus, cadres et militants du DTP : plus de 700 personnes ont été arrêtées, 267 d'entre elles sont toujours incarcérées. Les syndicalistes de KESK ont aussi été victimes de cette répression. Même les locaux du GABB ont été perquisitionnés.

Cette rafle massive révèle l'impuissance d'un pouvoir aux abois qui sait avoir perdu le combat politique, après avoir prétendu pendant des années que la question kurde n'avait de solution que militaire alors que le score du DTP est la preuve éclatante du contraire, et qui s'acharne désormais sur des représentants du peuple démocratiquement élus et sur un parti légal.

La vengeance du mauvais perdant qui dispose de la force ne mène à rien. La Turquie a toutes les cartes en main pour mettre en place une démocratie moderne, un État de droit qui ne soit pas fondé sur la violence, l'intimidation et la haine permanente de prétendus ennemis intérieurs ou extérieurs. Les peuples qui y vivent attendent impatiemment cette entrée dans la modernité, condition impérative de la prospérité et de la paix civile et aux frontières.

<b>Le contexte de la délégation.....</b>	<b>2</b>
<b>La situation du peuple kurde en 2009.....</b>	<b>3</b>
La situation politique .....	3
La répression.....	5
<b>Les élections municipales 2009.....</b>	<b>10</b>
Le contexte général au Kurdistan .....	10
Les élections à Van.....	12
Les élections dans la province de Hakkari .....	14
Une victoire électorale majeure .....	16
<b>La coopération avec Hakkari .....</b>	<b>18</b>
La ville de Hakkari : Centre de Santé et d’Education pour les femmes .....	18
L’atelier de tissage de kilims Rengin .....	20
<b>Les attentes de la ville de Şemdinli.....</b>	<b>20</b>
<b>Remerciements et conclusion.....</b>	<b>23</b>
<b>Sommaire .....</b>	<b>24</b>
Annexe 1 : l’attentat de Şemdinli.....	25
Annexe 2 : le résultat des élections .....	27

# ANNEXES

## ANNEXE 1 : L'ATTENTAT DE ŞEMDINLI

Communiqué du Congrès national du Kurdistan 14.11.2005

ATTAQUES À L'EXPLOSIF PAR LES FORCES DE L'ÉTAT TURC CONTRE LA POPULATION CIVILE - SOUS-PRÉFECTURE DE ŞEMDINLI, PROVINCE DE HAKKARI

*Depuis longtemps, les forces de contre guérilla liées à l'État se rendent coupables de mitraillages ou d'attaques à l'explosif au Kurdistan et notamment à Hakkari et à Şemdinli, sa sous-préfecture.*

*La dernière en date eut lieu le 9 novembre 2005, jour où la Commission de l'Union Européenne a accepté le rapport de la Turquie et où l'Allemagne a signé un compromis de vente de 200 tanks. Comme on le sait, le document de partenariat de l'Union Européenne et le rapport ne font nullement mention de la question kurde, ni de la violence qui prend sa source dans la politique gouvernementale de la Turquie.*

*Selon les informations recueillies, deux sous-officiers et un sergent, revêtus d'une tenue civile, ont lancé un engin explosif contre la librairie Umut, et ont tenté, après l'explosion de fuir en voiture avant de se faire arrêter par les habitants. La police a dû tirer en l'air pour disperser la population qui voulait les lyncher et les a conduits au commissariat. En outre, la voiture des militaires transportait de nombreuses armes et plusieurs sortes d'explosifs. Au cours de cette attaque contre la librairie, Mehmet Zahir KORKMAZ fut tué et Metin KORKMAZ gravement blessé. Pour disperser la foule massée devant l'hôpital, la police ne s'est pas contentée de tirer en l'air pour disperser les manifestants qui exprimaient leur colère : elle tira dans la foule, blessant Hursit TEKIN maire de Şemdinli et 11 autre personnes venus dans le but de calmer les esprits.*

*Aux alentours de 16h30 la ville de Şemdinli, encore sous le choc de ces explosions, fut de nouveau le théâtre d'incidents graves, ce qui fit monter la tension d'un cran : des coups de feu furent tirés, à partir d'une voiture blanche immatriculée 42 (de la ville de Konya). Selon les premières informations, on suspecterait un sergent d'être l'auteur de ces coups de feu qui auraient blessés 6 personnes, Ali Yilmaz, Vahit Canan, İslam Kaya, Muzaffer Ertaş Abdurrahman Dozder et Ali Yilmaz. Ce dernier aurait succombé à ses blessures vers 18 heures.*

*La population civile a pu établir que la voiture impliquée dans cet acte de terrorisme d'État appartenait à la police civile, et cette constatation a été confirmée par Esat Canan, député du parti CHP. En dépit de l'interception par la foule des auteurs de ces actes délictueux, qui furent conduits au commissariat général par les forces de sécurités, le préfet de Hakkari a nié les arrestations, démontrant la volonté de l'État d'étouffer l'affaire.*

*En omettant de poser la question kurde dans le document de partenariat, en niant la politique de violence et de répression de l'État turc contre le peuple kurde, et en désignant les Kurdes comme responsables de ces tensions, l'Union Européenne encourage la contre guérilla liée à l'armée turque. Cependant, vu que les contre-guérillas liés à l'armée ont été attrapés en flagrant délit, et que le sergent a reconnu les attentats des 1, 3 et 9 novembre, le gouvernement se doit de remettre ces coupables à la justice.*

*Nous en appelons à l'opinion publique et aux forces démocratiques et leur demandons d'intervenir pour faire cesser ces attentats commis par les forces de l'État turc et rappelons à l'Union Européenne ses devoirs de justice et ses responsabilités à l'égard le peuple kurde.*

Esat Canan, Député CHP de la ville de Hakkari, a confirmé que la population civile avait bien été l'objet d'attaques à l'explosif de la part des forces de l'État turc

**Extrait d'un reportage de la BBC/Turquie<sup>29</sup> 11.11.2005**

Les premières éléments de l'enquête menée concernant l'attaque à l'explosif d'une librairie et l'arrestation de suspects ne sont pas sans rappeler le scandale de Susurluk, une affaire qui s'est déroulée dans un passé récent, en 1990. Alper Balli, de la BBC/Turquie, a pu rencontrer à ce sujet Esat Canan, député CHP de la ville de Hakkari, qui fut l'un des tout premiers à se rendre immédiatement sur place après les événements.

*Esat Canan: c'était hier dans la matinée, un individu, descendu d'une voiture, s'est approché d'une boutique d'un "passage", à Şemdinli, pour y déposer un sac bourré d'explosifs avant de tenter de prendre la fuite. Mais les habitants du quartier, aux aguets, réussirent à le rattraper et purent même intercepter le véhicule, avec deux autres personnes à bord, qui tentait également de forcer le passage. Ils savaient, en effet, "qu'une chose pareille pouvait arriver", eux qui vivent à Şemdinli, la peur au ventre, depuis des jours. Après échanges de coups de feu, les trois suspects se sont rendus aux forces de sécurité.*

**BBC** Est-ce que l'examen de la voiture a donné des résultats ?

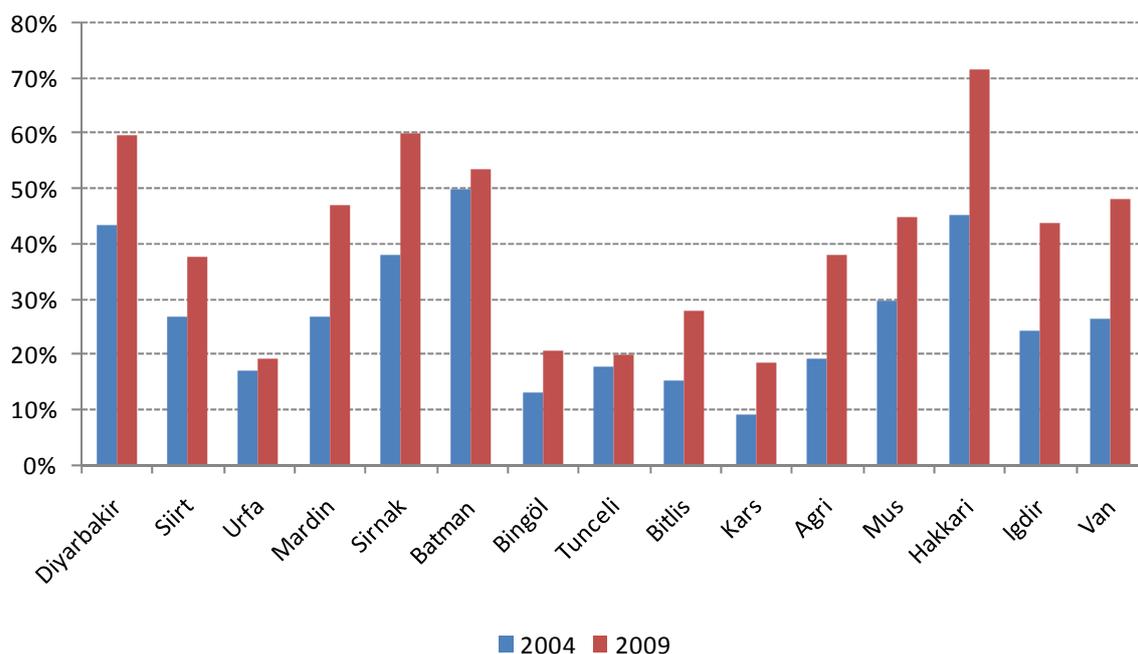
*Esat Canan: Oui. On a trouvé, dans la voiture, trois kalachnikovs, 10 chargeurs, quelques gilets de camouflages utilisés par les forces de sécurité et une documentation sur la fabrication et l'utilisation d'engins explosifs et de destruction. De plus, fut découvert, sur le siège arrière, un sac contenant deux bombes de faible puissance. Mais la découverte la plus importante fut celle de 4 dossiers. L'un d'eux, composé de 6-7 pages, renfermait des informations concernant le véhicule et prouvant qu'il appartenait à la jandarma, (immatriculation, procès verbal, signatures officielles...). Dans un autre fut trouvée une liste de noms comportant, notamment le nom, souligné en rouge, du propriétaire de la boutique, avec sa photo et toutes ses coordonnées. Il y avait aussi un plan de situation de la boutique. Les autres dossiers renfermaient des listes de noms d'habitants de Şemdinli et de dirigeants des partis, avec des mentions en marge comme "personne à risque" ou le contraire. J'ai vu tous ces dossiers qui figurent dans les procès-verbaux établis sous l'autorité du procureur.*

**BBC** Après Yüksekova où des attaques à l'explosif ont déjà eu lieu, c'est donc maintenant Şemdinli qui est visé. Comment cette situation est-elle vécue par les habitants? Quelle est l'atmosphère générale ?

*Esat Canan: La population a constamment dénoncé cette situation, comme, par exemple, les attentats sur les lieux de travail. Tout le matériel trouvé dans la voiture est celui qu'on trouve dans les voitures des agents secrets. J'avais déjà, sur ce point, attiré l'attention des autorités qui a tendance à mettre toutes ces exactions sur le dos du PKK, alors qu'il est prouvé que, pour une grande partie, il n'en est pour rien.*

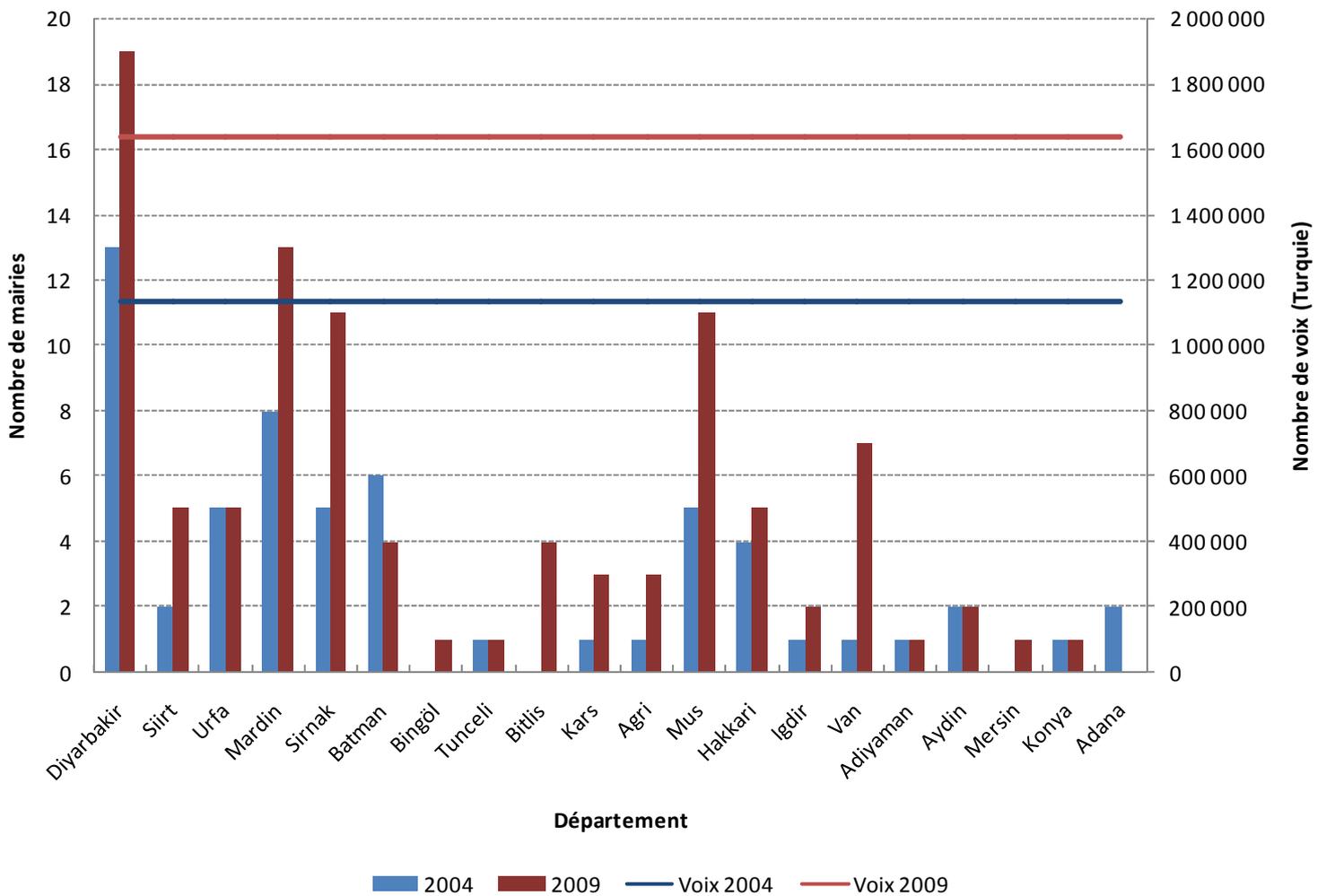
<sup>29</sup> [http://www.bbc.co.uk/turkish/europe/story/2005/11/051110\\_semardinli\\_claims.shtml](http://www.bbc.co.uk/turkish/europe/story/2005/11/051110_semardinli_claims.shtml)

## ÉLECTIONS AU « CONSEIL GÉNÉRAL »



	2004	2009
<i>Résultat obtenu (en rouge : liste gagnante et/ou majoritaire)</i>	<b>Sièges</b>	<b>Sièges</b>
<b>Diyarbakir</b>	43,38% 27 sur 51	59,60% 48 sur 67
<b>Siirt</b>	26,90% 4 sur 21	37,77% 6 sur 20
<b>Urfa</b>	16,85% 11 sur 53	19,31% 12 sur 54
<b>Mardin</b>	26,93% 12 sur 27	47,08% 21 sur 37
<b>Sirnak</b>	37,95% 12 sur 25	59,97% 19 sur 26
<b>Batman</b>	50,11% 9 sur 22	53,55% 9 sur 18
<b>Bingöl</b>	13,05% 2 sur 21	20,56% 3 sur 22
<b>Tunceli</b>	17,59% 4 sur 16	20,02% 6 sur 17
<b>Bitlis</b>	15,24% 3 sur 26	27,87% 10 sur 24
<b>Kars</b>	8,89% 1 sur 23	18,54% 4 sur 23
<b>Agri</b>	19,26% 5 sur 28	38,06% 14 sur 28
<b>Mus</b>	29,52% 10 sur 23	44,99% 15 sur 24
<b>Hakkari</b>	45,28% 8 sur 15	71,51% 15 sur 16
<b>Iğdir</b>	24,07% 3 sur 11	43,65% 9 sur 12
<b>Van</b>	26,26% 10 sur 43	48,18% 26 sur 43
<i>Nombre de conseils généraux gagnés par le DTP</i>	6	11
<i>Nombre de conseils généraux où le DTP est majoritaire</i>	3	9
<b>Nombre de voix (Turquie)</b>	1 662 280	2 276 471
<i>%age des suffrages exprimés (Turquie)</i>	5,15%	5,53%
<b>Nombre de sièges (Turquie)</b>	129	232

Nombre de mairies DTP



**Avertissement :** en 2004, le DEHAP<sup>30</sup> – force politique principale au Kurdistan – afin de résister à une éventuelle interdiction pré-électorale, s’est allié avec un petit parti de gauche, le SHP<sup>31</sup>. Dès la fondation du DTP en 2005 pour remplacer le DEHAP, sur les 59 mairies gagnées l’année précédente par ce dernier, 53 ralièrent immédiatement le DTP.

	2004		2009	
	SHP	Voix	DTP	Voix
<b>Diyarbakir</b>	51,29%	138 271	58,61%	273 184
Diyarbakir	58,30%		64,95%	
Bağlar	61,96%		68,16%	
Bismil	64,46%		70,45%	
Yukarasilat			34,35%	
Çınar			60,05%	
Dicle	52,21%		50,39%	
Eğil			52,10%	
Ergani	36,91%			
Hani			51,85%	
Kayapinar	58,67%		63,79%	

<sup>30</sup> Demokratik Halk Partisi (Parti démocratique du peuple).

<sup>31</sup> Sosyaldemokrat Halk Partisi (Parti social-démocrate populaire).

	2004		2009	
	SHP	Voix	DTP	Voix
Kocaköy	50,48%		49,98%	
Kulp			50,16%	
Lice	63,40%		76,65%	
Silvan	57,96%		68,98%	
Sur	56,63%		65,42%	
Yenisehir	53,77%		59,02%	
Ağaçlı			58,25%	
Kuyular			47,20%	
Özekli			43,17%	
Hazro	38,11%			
Bayrambaşı	53,12%			
Kaygusuz			27,69%	
<b>Nombre de mairies</b>	<b>13</b>		<b>19</b>	
<b>Siirt</b>	33,93%	21 076	42,83%	35 286
Siirt			49,23%	
Kurtalan	39,81%		47,35%	
Eruh			54,90%	
Gökçebağ	37,18%		61,29%	
<b>Nombre de mairies</b>	<b>2</b>		<b>5</b>	
<b>Urfa</b>	24,67%	55 360	25,28%	71 374
Mezra	34,42%			
Viranşehir	41,67%		46,43%	
Ceylanpınar	49,31%		44,88%	
Suruç	32,23%		42,01%	
Yukari Göklü	55,92%		50,42%	
Onbirmisan			54,84%	
<b>Nombre de mairies</b>	<b>5</b>		<b>5</b>	
<b>Mardin</b>	34,54%	49 247	49,18%	98 565
Mazıdağı	41,61%		57,43%	
Derik	49,81%		76,26%	
Kızıltepe	65,57%		78,18%	
Nusaybin	75,32%		81,86%	
Dargeçit	31,17%		40,78%	
Pınardere			53,87%	
Yeşilalan			68,96%	
Sürgücü	61,65%		70,23%	
Yalım	41,94%		64,51%	
Girmeli			51,58%	
Akarsu			35,84%	
Duruca			59,35%	
Şenyurt	53,47%			
Kılavuz			31,50%	
<b>Nombre de mairies</b>	<b>8</b>		<b>13</b>	
<b>Sirnak</b>	45,06%	34 969	60,89%	68 349
Sirnak	40,87%		53,75%	
Cizre	60,87%		79,81%	
Silopi	60,90%		63,33%	
İdil	52,23%		72,38%	
Uludere			76,59%	
Beytüşşebap	63,23%		54,74%	
Balveren			43,91%	DSP
Kumçatı			36,96%	
Uzungeçit			58,66%	

	2004		2009	
	SHP	Voix	DTP	Voix
Sırtköy			51,79%	
Başverimli			53,75%	
<b>Nombre de mairies</b>	<b>5</b>		<b>11</b>	
<b>Batman</b>	60,14%	54 686	54,92%	81 830
Batman	73,15%		59,67%	
Balpinar	28,36%			
Beşiri	40,23%			
İkiköprü	51,10%			
Kozluk			42,94%	
Gercüş	41,17%		61,71%	
Bekirhan Beldesi	57,05%		51,52%	
<b>Nombre de mairies</b>	<b>6</b>		<b>4</b>	
<b>Bingöl</b>	19,47%	8 124	22,38%	14 750
Karlıova			25,93%	
<b>Nombre de mairies</b>	<b>0</b>		<b>1</b>	
<b>Tunceli</b>				
Tunceli	35,78%		31,98%	
<b>Nombre de mairies</b>	<b>1</b>		<b>1</b>	
<b>Bitlis</b>	16,87%	10 326	25,65%	20 477
Tatvan			35,92%	
Güroymak			33,76%	
Kuruludere (centre)			53,57%	
Ovakişla (centre)			54,40%	
<b>Nombre de mairies</b>	<b>0</b>		<b>4</b>	
<b>Kars</b>	5,61%	2 842	15,19%	9 378
Diğor			40,20%	
Kağızman			27,30%	
Dağpınar	37,38%		51,81%	
<b>Nombre de mairies</b>	<b>1</b>		<b>3</b>	
<b>Agri</b>	23,83%	14 922	35,98%	35 079
Doğubeyazıt	43,97%		62,71%	
Diyadin			33,15%	
Patnos			30,82%	
<b>Nombre de mairies</b>	<b>1</b>		<b>3</b>	
<b>Mus</b>	21,38%	13 621	34,85%	27 034
Varto	56,55%		53,91%	
Malazgirt	45,75%		49,75%	
Bulanık	36,93%		51,61%	
Gölkoru	54,52%			
Altinova			51,55%	
Konakkuran			70,06%	
Yenişem			54,38%	
Erentepe			57,44%	
Molakent			53,40%	
Rüstemgedik			61,58%	
Elmakaya			34,97%	
Sarıpınar	54,15%		39,05%	
<b>Nombre de mairies</b>	<b>5</b>		<b>11</b>	
<b>Hakkari</b>	52,52%	24 100	73,20%	45 910
Hakkari	61,45%		81,21%	
Şemdinli	35,99%		58,54%	

	2004		2009	
	SHP	Voix	DTP	Voix
Çukurca			55,13%	
Yüksekova	64,44%		84,38%	
Esendere	76,64%		98,03%	
<b>Nombre de mairies</b>	<b>4</b>		<b>5</b>	
<b>Igdir</b>	24,29%	9 058	32,84%	16 243
Igdir			39,64%	
Hoşhaber	35,98%			
Halfeli (centre)			41,30%	
<b>Nombre de mairies</b>	<b>1</b>		<b>2</b>	
<b>Van</b>	30,75%	43 653	45,01%	104 262
Van			53,17%	
Başkale			53,82%	
Muradiye			53,72%	
Özalp			51,03%	
Edremit			35,94%	
Bostaniçi	41,44%		60,60%	
Çelebibağ			38,51%	
<b>Nombre de mairies</b>	<b>1</b>		<b>7</b>	
<b>Adiyaman</b>	6,42%	9 519	3,78%	7 062
Yaylakonak	41,66%			
Pinarbasi			29,94%	
<b>Nombre de mairies</b>	<b>1</b>		<b>1</b>	
<b>Aydin</b>		10 932		10 731
Ovaemiri	29,98%		46,19%	
Çeştepe	35,81%			
Savurca			40,62%	
<b>Nombre de mairies</b>	<b>2</b>		<b>2</b>	
<b>Mersin</b>	11,91%	69 568	12,46%	94 955
Akdeniz			29,62%	
<b>Nombre de mairies</b>	<b>0</b>		<b>1</b>	
<b>Konya</b>		11 469		3 247
Gölyazı	60,38%		50,26%	
<b>Nombre de mairies</b>	<b>1</b>		<b>1</b>	
<b>Adana</b>		11 469		3 247
Seyhan K.Dikili	29,90%			
Yüreğir Yakapınar	42,01%			
<b>Nombre de mairies</b>	<b>2</b>			
<b>%age des suffrages exprimés et total des voix (Turquie)</b>	<b>4,71%</b>	<b>1 136 679</b>	<b>5,09%</b>	<b>1 640 165</b>
<b>Nombre de mairies (Turquie)</b>	<b>59</b>		<b>99</b>	



**Amitiés kurdes de Bretagne**  
Keneildedou kurd Breizh - Komela Hevaltiya kurd û Bretona  
Brötanya Kürt dostluk derneği - Kurdish Friendships of Brittany



*Bostaniçi - Van - 26 mars 2009*